

Membres en exercice : 80

Présents : 54

Pouvoirs : 17

CT2017/12/19-20

CONSEIL DE TERRITOIRE
SÉANCE DU 19 DECEMBRE 2017 À 20H

Délibération CT2017/12/19-20 – Définition des modalités de la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Montfermeil

Rapporteur : Claude CAPILLON, 1^{er} Vice-président

DATE DE CONVOCATION : Mercredi 13 décembre 2017

PRÉSIDENCE de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

PRÉSENTS : Mmes, MM. AMERICO Michel, AMORE Félicité, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BENTAHAR Abdelkader, BODIN Roger, BOUCHER Martine, BOUDJEMAI Kaïssa, BOYER Jean-Pierre, CALMEJANE Hélène, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, CARBONNELLE Serge, CHOULET Michèle, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DELORMEAU Christine, DEMUYNCK Christian, DESHOQUES Monique, DUFFRENE Sylvie, FICCA Grégory, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, GUILBERT Georges, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LEMOINE Xavier, MALJEAN Jean-Pierre, MARSIGNY Brigitte, MARTINACHE François, MARTINS Marylise, MAUPOUSSIN Stéphanie, MIERSMAN Michel, MILOTI Donni, PIETRASZEWSKI Jean-Jacques, RATEAU Chantal, REYGNAUD Marie-Françoise, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TEULET Michel, VAVASSORI Patricia, VIEUX-COMBE Evelyne.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes, MM. ALLEMON Eric, AMOZIGH Joëlle (pouvoir à AMORE Félicité), BORDES Roselyne, BOURICHA Fayçale (pouvoir à DELORMEAU Christine), BOUVARD Jacques (pouvoir à BOYER Jean-Pierre), CALVEAU Michèle, DALLIER Philippe, EPINARD Serge (pouvoir à MIERSMAN Michel), FAUBERT Jacques (pouvoir à LE TALLEC Bernard), FAUCONNET Jean-Paul, GRANDIN Gaëtan (pouvoir à ROY Patrice), HELENON Joëlle (pouvoir à MARSIGNY Brigitte), ITZKOVITCH Ivan, JARDIN Anne (pouvoir à MAUPOUSSIN Stéphanie), LELLOUCHE Nicole (pouvoir à BOUDJEMAI Kaïssa), MAGE Pierre-Etienne (pouvoir à PIETRASZEWSKI Jean-Jacques), MAHEAS Jacques (pouvoir à MALJEAN Jean-Pierre), MANTEL Aurélie, MARTIN Pierre-Yves (pouvoir à FICCA Grégory), PELLISSIER André (pouvoir à MARTINACHE François), PRUDHOMME Gérard, SARDA Patrick (pouvoir à COPPI Katia), TAYEBI Samira (pouvoir à KLEIN Olivier), TESTA Michel (pouvoir à MARTINS Marylise), THIBAUT Magalie, TORO Ludovic (pouvoir à TEULET Michel)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Hélène CALMEJANE

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

VU le décret n° 2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 151-1 et suivants, ainsi que les articles R 123-1 à R 123-14, dans leur version en vigueur à la date du 31 décembre 2015,

VU la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU),

VU la loi n° 2003-590 du 02 juillet 2003 Urbanisme et Habitat (UH),

VU la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant Engagement National pour le Logement (ENL),

VU la loi n° 2009-967 du 3 août 2009, dite loi Grenelle I,

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'Environnement, dite loi Grenelle II, modifiée par la loi n° 2011-12 du 05 janvier 2011 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation du droit de l'Union européenne,

VU la loi 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris,

VU la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit,

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR),

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation territoriale de la République,

VU le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme, qui stipule que les dispositions des articles R. 123-1 à R. 123-14 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 restent applicables aux plans locaux d'urbanisme dont l'élaboration, la révision, la modification ou la mise en compatibilité a été engagée avant le 1er janvier 2016,

VU les articles L 153-45 à L 153-48 du Code de l'Urbanisme,

VU l'arrêté 2017-480 du 27 novembre 2017 par lequel Monsieur le Président a, en application des dispositions de l'article L 153-45 du Code de l'Urbanisme, lancé la procédure de mise en modification simplifiée n° 1 du PLU de la Ville de Montfermeil,

VU le dossier du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la Ville de Montfermeil ayant pour objet les sujets suivants :

- Ajuster, en zone UB, la règle des hauteurs dans un périmètre de 130 m autour du tracé définitif du T4 afin de permettre une meilleure densité le long de ce transport structurant.
- Apporter une précision en zones UB, UD et UE sur la rédaction de l'article 15 pour une meilleure lisibilité de la règle sur le bonus de constructibilité de 20% sur la hauteur accordée, si la performance énergétique de la réglementation thermique en vigueur est augmentée de 20%. Il convient en effet de préciser que le bonus est applicable sur la hauteur totale du bâtiment mais également sur son nombre de niveau,

CONSIDERANT que le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la Ville de Montfermeil n'a pas pour incidence de majorer de plus de 20% les droits à construire, de diminuer les possibilités de construire et de réduire la surface des zones urbaines ou à urbaniser, la procédure de modification simplifiée du PLU pouvant donc être utilisée,

CONSIDERANT qu'il y a donc lieu, conformément aux dispositions de l'article L 123-13-3 du Code de l'Urbanisme de définir les modalités de mise à disposition au public du dossier de modification simplifiée n° du PLU de la Ville de Montfermeil,

Après en avoir délibéré,

- **A l'unanimité**

APPROUVE les modalités suivantes de mise à disposition au public du dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de la Ville de Montfermeil :

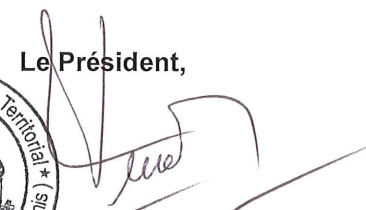
- le dossier de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la ville de Montfermeil, accompagné d'un registre sera mis à disposition du public pendant 1 mois du 26 février 2018 au 27 mars 2018 :
 - o dans les locaux de l'EPT Grand Paris Grand Est 4bis rue Romain Rolland 93390 Clichy-sous-Bois, aux jours et heures d'ouverture habituels au public
 - o à la mairie de Montfermeil, service urbanisme – 55 rue du Lavoisier – 93370 Montfermeil, aux jours et heures d'ouverture habituels au public.
- Le dossier est également consultable sur les sites www.grandparisgrandest.fr ou www.ville-montfermeil.fr
- Le public pourra consigner ses observations soit sur les registres mis à disposition à l'EPT Grand Paris Grand Est et à la mairie de Montfermeil, service urbanisme, soit par voie électronique à l'adresse suivante ; urbanisme@ville-montfermeil.fr en spécifiant en objet : Modification Simplifiée n° 1 du PLU.

DIT qu'un avis sera publié dans un journal diffusé dans le département 8 jours au moins avant le début de la mise à disposition et sera affiché également 8 jours au moins avant le début de la mise à disposition en mairie de Montfermeil et au siège de l'EPT Grand Paris Grand Est.

PRECISE que cette délibération accompagnée du dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de la ville de Montfermeil, sera transmise aux personnes publiques associées, conformément aux dispositions de l'article L 121-4 du Code de l'Urbanisme.

DIT que la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de l'EPT Grand Paris Grand Est ainsi que dans chaque commune du Territoire.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 19/12/2017.

Le Président,

Michel TEULET

Le Directeur général des services,
 par délégation du Président,
 certifie le caractère exécutoire du présent
 acte reçu en Préfecture le

27 DEC. 2017

Affiché - Notifié le
 Le Directeur général des services,
 Guillaume Clédière